

Les électors sociologiques

La France des propriétaires, vote à droite ?

N°11

Février 2012

Laure Bonneval

Chargée d'études senior au département Opinion et Stratégies d'Entreprise, IFOP

Jérôme Fourquet

Directeur du département Opinion et Stratégies d'Entreprise, IFOP

www.cevipof.com



SciencesPo.

CEVIPOF
CNRS

Centre de recherches politiques

N°11
 Février 2012

Laure Bonneval

 Chargée d'études senior au département Opinion
 et Stratégies d'Entreprise, IFOP

Jérôme Fourquet

 Directeur du département Opinion et Stratégies
 d'Entreprise, IFOP

La France des propriétaires, vote à droite ?

L'accession à la propriété est l'un des pivots stratégiques de la politique du logement depuis 2007 vers l'idée d'une France de propriétaires. A la veille du scrutin de 2012, il est intéressant de savoir s'il existe un clivage propriétaire/locataire sur le vote. Quels sont les caractéristiques de cette variable ? Varie-t-elle selon les différentes catégories sociales ? Selon le lieu de résidence ?

L'accession à la propriété, en progression lente mais constante depuis plusieurs décennies (52,2% en 1984, près de 58% aujourd'hui), est l'un des pivots stratégiques de la politique du logement depuis 2007. Prêt à taux zéro, déductibilité des intérêts d'emprunts, nombreux dispositifs de défiscalisation immobilière, le cap fixé pour le quinquennat qui vient de s'écouler fut clairement celui de faire de la France un pays de propriétaires. D'un point de vue électoral, cette stratégie d'incitation à l'accession à la propriété est sous-tendue par le postulat selon lequel le vote des propriétaires penche davantage à droite que celui des locataires, postulat ayant également inspiré la politique de vente de très nombreux logements sociaux à leurs occupants menée par Margaret Thatcher en son temps. À l'heure où la thématique du logement s'est invitée dans la campagne, qu'en est-il aujourd'hui de l'influence du clivage propriétaire/locataire sur le vote ?

1/ Le statut d'occupation du logement, une variable structurante

La comparaison des intentions de vote¹ des propriétaires et des locataires apporte un

premier élément de réponse : à la veille du scrutin de 2012, le vote de droite présente, sans surprise, un ancrage plus fort chez les propriétaires quand les locataires penchent plus nettement à gauche.

Ensemble des Français	Ensemble (%)	Propriétaires (%)	Locataires (%)	Écart Propriétaires / Locataires (+/- points)
-----------------------	--------------	-------------------	----------------	--------------------------------------------------------

Intentions de vote 1^{er} tour

Arthaud + Poutou + Mélenchon	7	7	11	-4
Hollande	27	26	30	-4
Joly	3	2	4	-2
Bayrou	13	13	13	=
Sarkozy	24	28	16	+12
Le Pen	19	18	21	-3
Autres	7	6	5	+1

Intentions de vote 2^e tour

Hollande	57	52	65	-13
Sarkozy	43	48	35	+13

Source : enquête IFOP, janvier 2012

Ainsi, ces résultats permettent de valider la persistance du clivage propriétaire/locataire : auprès des propriétaires, toutes les gauches sont sous-représentées (avec un écart de 10 points si l'on considère les candidatures allant de LO à EELV) tandis que Nicolas Sarkozy est majoré de 12 points d'intentions de vote auprès des propriétaires au sein de cette catégorie (28% contre 16% chez les locataires). Second enseignement : cette inclinaison du vote

¹ Sur la base d'un échantillon de 1 917 personnes interrogées par internet et représentatif de la population française âgée de 18 ans (méthode des quotas, terrain du 17 au 24 janvier 2012).



propriétaire vers la droite se fait uniquement au profit de la droite parlementaire puisque le vote Le Pen apparaît relativement homogène selon le statut d'occupation.

Au second tour, cet ancrage du vote de droite parmi les propriétaires et celui du vote de gauche chez les locataires se confirme : en l'état actuel du rapport de forces, Nicolas Sarkozy obtiendrait 48% des suffrages des propriétaires et seulement 35% de ceux des locataires. Toutefois, s'il résiste mieux auprès des propriétaires, il y serait tout de même battu, certes de justesse, par François Hollande : ce dernier, outre le soutien massif des locataires (65%), emporte également la préférence des propriétaires à hauteur de 52%.

Si l'on se contente d'une lecture d'ensemble, la stratégie à adopter serait donc simple : médiatisation de mesures favorables aux propriétaires à droite afin de remobiliser ce socle électoral traditionnel contre une attention toute particulière de la gauche portée à l'égard des locataires et notamment de ceux résidant ou aspirant au logement social. Néanmoins, cette dichotomie doit être considérée avec prudence. En effet, ne renvoie-t-elle pas simplement à un clivage sociologique sous-jacent, notamment en termes de catégories socioprofessionnelles ?

2/ Une variable dont l'influence fluctue néanmoins selon la catégorie socioprofessionnelle...

Le taux de propriétaires ayant tendance à progresser au fur et à mesure de l'élévation dans l'échelle sociale, il convient de neutraliser autant que possible cette corrélation. Pour ce faire, il s'impose donc d'analyser les intentions de vote des propriétaires et locataires au sein d'une même catégorie socio-professionnelle. Ce deuxième niveau de lecture permet de nuancer,

ou plutôt de préciser la manière dont le statut d'occupation du logement influence les choix électoraux. Quasi sans effet chez les ouvriers et les employés (CSP-), le fait d'être propriétaire ou locataire s'avère en revanche prégnant parmi les cadres supérieurs (CSP+) et apparaît particulièrement décisif auprès des professions intermédiaires.

Un clivage quasi-inopérant chez les catégories populaires

Les catégories populaires (ouvriers + employés)	Ensemble CSP- (%)	CSP- Propriétaires (%)	CSP- Locataires (%)	Écarts Propriétaires / Locataires (+/- points)
Intentions de vote 1 ^{er} tour				
Arthaud + Poutou + Mélenchon	8	4	13	-9
Hollande	29	31	28	+3
Joly	3	2	3	-1
Bayrou	11	11	12	-1
Sarkozy	15	17	13	+4
Le Pen	30	32	28	+4
Autres	4	3	3	=
Intentions de vote 2 ^e tour				
Hollande	67	66	69	-3
Sarkozy	33	34	31	+3

Source : enquête IFOP, janvier 2012

Qu'ils soient propriétaires (31%) ou locataires (28%), près d'un tiers des employés/ouvriers voteraient pour François Hollande. Particulièrement installé au sein des catégories populaires, le vote pour Marine Le Pen obtient lui aussi la préférence de près d'un tiers des employés/ouvriers, avec une légère prime accordée par les propriétaires (+4 points par rapport aux locataires). Et ce dernier résultat laisse à voir l'état du rapport de forces au sein de l'électorat populaire de droite : même auprès des CSP- propriétaires de leur logement, Nicolas Sarkozy ne dépasse pas les 17% (soit une prime de seulement 4 points par rapport aux locataires), là où sa rivale d'extrême-droite engrange quasiment le double (32%). Ainsi, les mesures visant à favoriser l'accès à la

propriété n'ont pas permis à la droite de réduire l'écart, ni même de conserver cet électorat si l'on considère que le vote populaire a été l'une des clefs de l'issue du scrutin de 2007. Le seul clivage observable, et d'ailleurs caractéristique du vote des ouvriers/employés, concerne le vote d'extrême-gauche. À la différence du vote d'extrême-droite (dont on a vu la relative homogénéité), les ouvriers/employés locataires accordent, en cumulé, une prime de 9 points aux candidatures Arthaud, Poutou et Mélenchon (13% contre 4% chez les propriétaires CSP-).

Au second tour, le vote Hollande en milieu populaire oscille entre 66% chez les propriétaires et 69% chez les locataires, ce qui permet de conclure une nouvelle fois au caractère relativement inopérant de la variable du statut d'occupation du logement chez les seuls employés/ouvriers, cette différence de statut n'engendrant apparemment pas de différences de conditions suffisamment fortes pour créer des comportements électoraux divergents dans cette catégorie de la population. Plus largement, qu'ils soient locataires ou propriétaires, les employés/ouvriers laissent à voir un rejet homogène de la droite de gouvernement, rejet d'autant plus spectaculaire aujourd'hui que ces derniers ont constitué l'une des clefs de la victoire de Nicolas Sarkozy en 2007.

Un impact majeur au sein des catégories intermédiaires

En revanche, l'hétérogénéité des intentions de vote entre propriétaires et locataires apparaît très marquée au sein des catégories intermédiaires ainsi que, dans une moindre mesure nous le verrons, parmi les cadres supérieurs.

Professions intermédiaires	Ensemble Prof. inter (%)	Prof. inter Propriétaires (%)	Prof. inter Locataires (%)	Écarts Propriétaires / Locataires (+/- points)
----------------------------	--------------------------	-------------------------------	----------------------------	------------------------------------------------

Intentions de vote 1^{er} tour

Arthaud + Poutou + Mélenchon	15	14	15	-1
Hollande	29	25	39	-14
Joly	4	3	5	-2
Bayrou	17	19	16	+3
Sarkozy	16	21	7	+14
Le Pen	13	13	14	-1
Autres	6	5	4	+1

Intentions de vote 2^e tour

Hollande	70	63	82	-19
Sarkozy	30	37	18	+19

Source : enquête IFOP, janvier 2012

Si, au global, le vote Hollande au premier tour est équivalent chez les CSP- et les professions intermédiaires (29%), il apparaît en revanche dans le détail des intentions de vote exprimées par les professions intermédiaires des variations très importantes selon le statut d'occupation : 39% des locataires accorderaient leur vote au candidat socialiste contre 25% des propriétaires, soit un écart de 14 points au sein de cette même catégorie socio-professionnelle. Et ce différentiel bénéficie entièrement à Nicolas Sarkozy chez les propriétaires des « classes moyennes » : 21% (2^e position toutefois) contre seulement 7% chez les locataires. Au second tour, l'écart entre les deux groupes atteint même 19 points, François Hollande parvenant à dépasser la barre des 80% (!) chez les locataires appartenant à ces classes moyennes. Dans cette population assez hétérogène, l'accession ou non au statut de propriétaire est très lourdement investie idéologiquement et psychologiquement et donc très structurante des comportements électoraux.

Un effet réel mais mesuré au sein des catégories supérieures

Quant aux catégories socioprofessionnelles dites supérieures, la structuration du vote selon le

statut d'occupation du logement apparaît plus nuancée mais toujours bien perceptible :

Cadres supérieurs et professions libérales	Ensemble CSP+ (%)	CSP + Propriétaires (%)	CSP+ Locataires (%)	Écart Propriétaires / Locataires (+/- points)
--------------------------------------------	-------------------	-------------------------	---------------------	-----------------------------------------------

Intentions de vote 1^{er} tour

Arthaud + Poutou + Mélenchon	6	6	6	=
Hollande	28	26	33	-7
Joly	3	2	5	-3
Bayrou	13	12	15	-3
Sarkozy	23	27	17	+10
Le Pen	18	20	15	+5
Autres	9	7	9	-2

Intentions de vote 2^e tour

Hollande	54	51	59	-8
Sarkozy	46	49	41	+8

Source : enquête IFOP, janvier 2012

Au premier tour, Nicolas Sarkozy obtiendrait 10 points de plus chez les CSP+ propriétaires (seule catégorie de la population active au sein de laquelle son score égale celui du socialiste). À l'inverse, auprès des locataires, la prime à la gauche se fait essentiellement au profit de François Hollande (+7 points) mais également sur les candidats centristes de gauche comme de droite (+3 pts pour Eva Joly et François Bayrou). Enfin, au second tour, le fossé observé n'est « que » de 8 points et François Hollande ne l'emporterait plus que d'une très courte majorité chez les propriétaires CSP+ (51% contre 59% pour les locataires).

3/... et selon le lieu de résidence

L'influence du statut d'occupation du logement apparaît donc variable selon le niveau social, mais il l'est également selon le lieu de résidence, c'est-à-dire selon le degré de tension du marché foncier comme on peut le voir dans le tableau suivant.

Vote François Hollande 2 ^{ème} tour	Ensemble (%)	Propriétaires (%)	Locataires (%)	Écart Propriétaires / Locataires (+/- points)
Communes rurales et agglomérations de moins de 20 000 habitants	54	54	57	-3
Agglomérations de province de plus de 20 000 habitants	60	51	72	-21
Agglomération parisienne	57	52	62	-10

Source : enquête IFOP, janvier 2012

Une nouvelle fois et comme pour les CSP, le différentiel le plus net s'observe au sein de la catégorie intermédiaire en termes de taille d'agglomération. Il atteint en effet 21 points entre propriétaires et locataires sur le vote Hollande au deuxième tour dans les agglomérations de province de plus de 20 000 habitants où le marché de l'immobilier est très segmenté et engendre des stratégies résidentielles nécessitant efforts et sacrifices financiers importants. En revanche, cette variable ne joue quasiment pas en milieu rural et dans les petites villes, moins soumises à la flambée des prix de l'immobilier et où les différences de niveau de vie entre propriétaires et locataires sont peu marquées. Enfin en région parisienne, le clivage propriétaires/locataires influe sur le rapport de force gauche/droite mais de manière moins prononcée qu'en province. Compte-tenu du niveau élevé des loyers, la composition de la population des locataires y est structurellement moins favorable à la gauche qu'en province, ce qui explique que ce sur-vote en faveur d'Hollande y soit moins puissant.

Ainsi, le statut d'occupation du logement demeure une variable d'analyse valide mais nécessite d'être maniée avec prudence dans la mesure où son influence sur les comportements électoraux ne se fait pas ressentir avec la même intensité selon les différentes catégories sociales et selon le lieu de résidence.

Pour aller plus loin :

> CAPDEVIELLE (Jacques), DUPOIRIER (Élisabeth), GRUNBERG (Gérard), SCHWEISGUTH (Étienne) et YSMAL (Colette), France de gauche, vote à droite, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1981, 355 p. [ISBN 978-2-7246-0447-4]

> FOUCAULT (Martial), NADEAU (Richard) et LEWIS-BECK (Michael S.), « La persistance de l'effet patrimoine lors des élections présidentielles françaises », Revue française de science politique, 61 (4), 2011, pp. 869-900. [ISSNe 1950-6686]
<http://dx.doi.org/10.3917/rfsp.614.0659>

> LE HAY (Viviane) et SINEAU (Marianne), « "Effet patrimoine" : 30 ans après, le retour ? », Revue française de science politique, « Regards croisés sur les élections », 60 (5), 2010, pp. 869-900. [ISSNe 1950-6686]
<http://dx.doi.org/10.3917/rfsp.605.0869>

> MICHELAT (Guy) et SIMON (Michel), « Déterminations socio-économiques, organisations symboliques et comportement électoral », Revue française de sociologie, 26 (1), janvier-mars 1985, pp. 32-69. [ISSNe 1958-5691]
http://www.persee.fr/articleAsPDF/rfsoc_0035-2969_1985_num_26_1_3923/article_rfsoc_0035-2969_1985_num_26_1_3923.pdf